



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1557>

# Ras-le-bol généralisé dans les écoles

- En lutte -



Date de mise en ligne : dimanche 17 novembre 2013

---

L'École Émancipée

---

**Le climat dans les écoles, comme l'ont montré les journées des 13 et 14 novembre, vire au ras-le-bol généralisée sur la dégradation des conditions de travail et d'exercice du métier, avec bien évidemment la mise en place des rythmes.**

Tout d'abord, et sans surprise, avec seulement 3000 postes supplémentaires à répartir sur l'ensemble du territoire tout en absorbant près de 30 000 élèves supplémentaires, aucune amélioration n'est perceptible à une large échelle, voire même, ici et là, la situation se dégrade encore. Les effectifs dans les classes restent inchangés, les remplacements ne sont pas plus assurés qu'auparavant, les Rased sont toujours exsangues... Les créations de postes pour la scolarisation des 2 ans et le « plus de maîtres », saupoudrées parcimonieusement et de façon très inégale, se limitent à un affichage.

## Rien n'a changé

Ensuite, le caporalisme, singulièrement renforcé sous Sarkozy, n'a pas diminué d'intensité. Les injonctions d'une hiérarchie formée au « new management » sont omniprésentes. Flicage notamment sur l'utilisation des 108 heures annualisées, dossiers d'inspection famineux à remplir, obligations de services hors la loi prises à l'encontre de certains remplaçants, imposition de l'organisation des « concertations » éducation prioritaire et programmes 2008, tableaux de bords en tout genre à retourner,... Et, pour ajouter un dernier motif de colère, le calendrier scolaire arc-bouté sur 36 semaines pleines et entières pour les élèves impose le « rattrapage » de la journée de pré-rentrée, évidemment déjà travaillée. Enfin, la mise en place des rythmes Peillon « cristallise » dans les écoles le mécontentement lié à cette nouvelle dégradation des conditions de travail. Non seulement, les enseignant-es, comme les élèves, n'y trouvent aucun bénéfice mais, plus grave, en maints endroits, ils sont confrontés à une forme d'empêchement pour « faire école », le périscolaire prenant le pas sur le scolaire.

## Catalyser la colère pour avancer

Pour les écoles non encore passées aux 4 jours et demi, l'inquiétude est réelle et légitime de se voir imposer par le « haut » un projet dégradant encore plus les conditions de travail des enseignant-es sans améliorer les conditions d'apprentissages des élèves, sans concertation et encore moins accord des équipes.

Ces éléments mis bout à bout génèrent une colère légitime dans les écoles. La grève d'Aubervilliers mi octobre était annonciatrice du malaise général. Face à cette montée de la pression, la direction nationale du SNUipp n'a pas su réagir de manière explicite en proposant rapidement une perspective de grève nationale (défendue par l'EE). Elle a ainsi laissé le terrain libre à la multiplication d'appels départementaux au 13/11 et surtout à la grève appelée par FO/CGT/SUD/FAEN le 14... Comme les grèves départementales du 13, cette grève nationale sans le SNUipp national a été bien suivie par des collègues qui cherchaient un moyen pour exprimer en direction du gouvernement (eux aussi...) leur ras-le-bol. En prenant appui sur cette première étape de mobilisations, il faut clairement hausser le ton et organiser début décembre une grande journée de grève nationale unitaire. Le SNUipp-FSU doit enfin prendre ses responsabilités de syndicat majoritaire pour fédérer cette colère et obtenir par la mobilisation des avancées significatives.

La première exigence est bien évidemment la suspension de cette réforme des rythmes, une mise au rebut du texte

actuel et une nouvelle écriture pour repartir sur de toutes autres bases. Il ne s'agit pas plus de retourner à la semaine précédente héritée de Darcos que de s'accommoder du bricolage de Peillon. Une autre réforme des rythmes passe également par une diminution des obligations de service des enseignants en présence des élèves pour aller vers les 18 heures... En préalable, les 108 heures annualisées doivent intégralement être laissées à libre disposition des équipes enseignantes, et de façon forfaitaire, sans contrôles tatillons insupportables, entérinant ainsi, et enfin, la fin des APC héritées de l'aide personnalisée de Darcos.

Enfin, il faudra se battre sur les moyens budgétaires, les 2 355 créations de postes prévues au budget 2014 seront essentiellement « consommées » par la hausse démographique.

Transformer l'école de façon progressiste demande beaucoup plus qu'un plan de communication ministériel sur une pseudo-refondation. Cela passe par un travail syndical de terrain pour construire le rapport devfroces nécessaire à faire céder Peillon et obtenir enfin des avancées pour l'école et les personnels. Cela passe aussi par un travail de conviction auprès des parents d'élèves que nous devons gagner à notre combat.

Mais au-delà, la question d'une grève, la plus large possible, à l'initiative de la FSU, sur les conditions de travail et concernant tout le champ de l'éducation est clairement posée.Ī

**Arnaud Malaisé**